

UN SEUL CHOIX :

par Pierre FRANK

DE GAULLE OU LE SOCIALISME

Pourquoi de Gaulle a-t-il décidé de procéder à un référendum-plébiscite qui devait entraîner presque inévitablement une crise ? Pourquoi, après la fin de la guerre d'Algérie, n'a-t-il pas profité de la situation pour détendre les rapports dans le pays, et pour améliorer les rapports entre le gouvernement et le Parlement ? Pourquoi a-t-il commis une telle erreur de jugement ? Tels sont sensiblement les termes de toute la presse, du *Figaro* et de *l'Aurore* jusqu'au *Populaire* et à *Libération*, de tous les politiciens, de Reynaud jusqu'à Leenhardt. Nous ne pensons pas qu'il y ait erreur de jugement de la part de de Gaulle. Il aurait peut-être pu choisir un meilleur moment, et encore ; mais comme lui-même l'a déclaré dans une émission, ce n'est pas de façon inopinée, c'était au contraire une intention méditée depuis longtemps, dès le moment de son accession au pouvoir en 1958, que de vouloir établir un chef de l'Etat élu de façon plébiscitaire. D'autre part, loin de devoir reculer au lendemain de la fin de la guerre d'Algérie, de Gaulle a ressenti plus que jamais la nécessité d'aller de l'avant dans le renforcement du régime bonapartiste et de l'élimination des quelques oripeaux démocratiques qu'il avait cru utile de s'attribuer en mai 1958.

Durcissement et non libéralisation du régime

Il faut dire que de Gaulle a, en l'occurrence, un jugement politique plus profond que ses adversaires. Il a pris le pouvoir en écartant le système parlementaire à propos des crises provoquées par la continuation de la guerre d'Algérie. Mais le capitalisme français avait et a besoin d'un « Etat fort », qui ne soit pas grippé par une machine parlementaire désuète, pour des raisons moins conjoncturelles que la guerre d'Algérie. L'Europe capitaliste, l'Europe occidentale, connaît de grandes transformations économiques ; la France passe par un processus de concentration comme elle n'en a pas connu depuis plus d'un siècle, peut-être comme le capitalisme français n'en a jamais connu, car il atteint des domaines comme l'agriculture où la concentration ne s'opérait que très lentement. Le système bonapartiste, c'est-à-dire un pouvoir tout à fait arbitraire en quelques mains de serviteurs du capital le plus concentré, le plus dynamique, est absolument indispensable au capitalisme français pour ses besoins présents.

Pour accéder au pouvoir au mois de mai 1958, de Gaulle accepta de conserver certaines formes parlementaires : ceux qui le portèrent au pouvoir, les Guy Mollet et autres Gaillard, Pinay et Cie, espéraient bien que, l'affaire algérienne réglée par de Gaulle, la démocratie pourrait retrouver sa place, avec quelques aménagements, dans lesquels d'ailleurs le pouvoir serait dans les mains de l'Exécutif plutôt que du Parlement. Depuis 1958, le bonapartisme de de Gaulle a eu une allure plutôt libérale, qui s'explique par le fait qu'il avait avant tout besoin que les masses fassent contrepoids aux efforts désespérés mais dangereux des champions de « l'Algérie française ». Ce libéralisme a semé pas mal d'illusions, et notamment qu'il serait normal, après la fin de la guerre d'Algérie, de voir ce libéralisme s'amplifier.

Si telle est l'opinion couramment exprimée par la plupart des politiciens formés dans la Troisième et la Quatrième République, elle n'est pas celle de de Gaulle. Et, sur ce point, il voit plus juste : bien qu'ayant mis fin à la guerre d'Algérie par un compromis avec la direction de la Révolution algérienne, le régime gaulliste n'en n'a pas tiré de stabilité, parce qu'il l'a fait tardivement, après que les effets d'apathie provoqués par le 13 mai aient commencé à se dissiper. Il n'y a pas encore en France une polarisation sociale et politique avancée, l'atonie du pays est encore très grande ; mais quatre années pour finir la guerre d'Algérie, l'action de l'O.A.S., les actions d'une faible minorité en faveur de la Révolution algérienne, tout cela a contrecarré les espoirs gaullistes de 1958. C'est pourquoi de Gaulle, au lieu de faire davantage figure de libéral, s'est décidé à donner à son régime une figure bonapartiste plus franche, si l'on peut s'exprimer ainsi.

Napoléon III avait commencé par un pouvoir absolu, ayant été obligé de balayer par la force une

résistance parlementaire affaiblie après l'écrasement des ouvriers parisiens en juin 1848 ; plus tard, il passa à « l'Empire libéral » avant de sombrer. De Gaulle, ayant entortillé des parlementaires et des partis ouvriers qui avaient paralysé les masses, put commencer par une phase libérale. Mais, les masses n'ayant pas été écrasées, un courant hyperréactionnaire l'attaquant sur la droite, de Gaulle s'appête à laisser tomber son paternalisme hypocrite et à donner à l'instrument essentiel du bonapartisme, l'armée, la possibilité de trouver sur les champs de bataille intérieurs des revanches aux cuisantes défaites qu'elle a subies de la part des peuples coloniaux insurgés.

Sur cette voie, il s'est trouvé obligé de bousculer, légèrement plus que jusqu'alors, ces messieurs du Parlement. Et ceux-ci de crier au viol ! On pourrait hausser les épaules à cette comédie si elle n'avait pas des conséquences qui dépassent ces petits personnages. Indépendamment de leur importance réelle, le conflit qui les oppose actuellement à de Gaulle ouvre une nouvelle étape, elle constitue un pas vers une crise du régime gaulliste.

Pourquoi un référendum favorable et des élections défavorables à de Gaulle ?

Voyons d'abord comment se mène la lutte et quelles peuvent en être les conséquences les plus immédiates.

Les députés et les partis se livrent à des déclamations, invoquent les juristes, le droit, les principes républicains, et font assaut de courbettes envers de Gaulle de qui ils n'osent dire un mot désagréable sans l'envelopper dans une tirade dythirambique sur son passé. Par contre, de Gaulle ne fait qu'exprimer par tous les moyens à sa portée le mépris profond dans lequel il tient ces « intermédiaires » dont il n'a que faire. Eux n'osent porter des coups, lui se moque de toute règle et ne recule devant aucun coup bas. Eux reconnaissent plus ou moins la nécessité d'un pouvoir présidentiel fort, lui n'a pas trop de mots pour discréditer le parlementarisme.

Dans les semaines qui viennent, nous aurons un référendum et des élections. Les pronostics les plus courants donnent et une majorité de « oui » pour de Gaulle, et une Assemblée nationale moins maniable que celle qu'il vient de dissoudre. Sans qu'on puisse être certain des chiffres qui sortiront des urnes, il est cependant probable que ces pronostics seront vérifiés. Une telle contradiction de la part des électeurs n'a rien de mystérieuse.

Si l'antisémitisme est le socialisme des imbéciles, le plébiscite est leur démocratie. Le texte des questions y importe peu. De Gaulle a lui-même formulé le thème de la campagne des « oui » : « Vous direz si je dois rester à mon poste ». Dans les conditions présentes, où les leaders des partis qui disent « non » déclarent qu'ils ne veulent pas que de Gaulle s'en aille et, en outre, n'ont aucun programme valable à proposer, la démagogie gaulliste a beau jeu.

Sur le plan des élections, la situation se présente autrement. Le Parlement ne compte plus guère, mais les gens veulent avoir tout de même une certaine représentation. De Gaulle n'a que faire d'une telle représentation ; pour lui, ce qui compte, ce qui représente le pays, ce sont les « corps constitués », c'est-à-dire la machine étatique et ses ramifications. Mais, même les bourgeois et les petits bourgeois ne veulent pas se reconnaître dans cette forme d'organisation ; les temps du vote censitaire et de la candidature officielle sont révolus, il leur faut des formes plus subtiles et c'est dans les élections qu'ils s'expriment.

Et pour qui voteront-ils ? Les ouvriers continueront à voter pour le P.C.F. ; certaines catégories de fonctionnaires, de petits bourgeois, continueront de voter pour le P.S. ou les radicaux ; la bourgeoisie moyenne pour les Indépendants, ces notables nantis, et non pour les U.N.R. qui, visiblement, n'ont aucune racine dans la société et qui apparaissent comme un agglomérat lancé dans la course aux prébendes et aux trafics, avec d'autant plus d'appétit que ceux qui y participent pensent eux-mêmes qu'ils n'ont que peu de temps pour se remplir les poches.

ques semaines quelle est l'ampleur actuelle de cette contradiction, mais on doit dire que ce n'est pas par là que craquera le régime gaulliste en l'absence d'un mouvement extra-parlementaire très puissant des masses laborieuses. Il faut le dire d'autant plus vigoureusement que les illusions parlementaires le crétinisme parlementaire, sont nourris plus que jamais dans les masses travailleuses, non seulement par les formations traditionnelles de la bourgeoisie et par la social-démocratie, mais aussi et surtout par la direction du P.C.F. Il y a de « grandes possibilités démocratiques », a déclaré Thorez, parce que, pour la première fois depuis longtemps, il y a des possibilités d'ouverture du côté de la social-démocratie et des radicaux.

Outre que les élections montreront Guy Mollet plus soucieux d'un accord avec Reynaud et Pinay qu'avec le P.C.F., il est aberrant de penser que le régime actuel s'inclinera devant « la volonté du Parlement ». Ce qui vient de se passer à la suite du vote de la motion de censure n'est pas un accident. Les souvenirs de Mac Mahon et du 16 mai 1876 n'ont que faire dans une époque qui, loin de permettre un épanouissement de la démocratie bourgeoise, appelle un durcissement du pouvoir. Ni le rappel du départ de de Gaulle en 1946, car il y avait alors une poussée révolutionnaire que les vieilles directions firent avorter. La crise du régime gaulliste ne pourra trouver un dénouement que sur un terrain extra-parlementaire. D'autre part, il suffirait qu'apparaissent d'effectifs dangers pour le régime gaulliste de la part des masses pour que le plus grand nombre des grenouilles parlementaires qui s'agitent aujourd'hui à propos du viol de la Constitution se tourne rapidement à nouveau vers de Gaulle.

Jusqu'à présent une lutte extra-parlementaire n'a été menée que par l'O.A.S. c'est-à-dire par des groupes très limités. Mais il y a en France des courants d'idées fascistes (pieds-noirs, petits bourgeois atteints par la concentration qui s'accroît, officiers et sous-officiers battus par la révolution coloniale, etc.) qui dépassent de beaucoup les groupes de choc qui opèrent actuellement. Quand et comment seront-ils rassemblés politiquement ? Les élections survenant brusquement ne leur fourniront peut-être pas une occasion favorable (les Le Pen et autres fascistes de l'Assemblée nationale cette fois-ci figurent aussi parmi les champions du parlementarisme), mais c'est un élément nouveau qui ne tardera pas à surgir sur la scène politique.

De nouvelles conditions existeront dans lesquelles le mouvement ouvrier devra agir : un bonapartisme plus dur, exploitant un mouvement fascisant qui ne sera plus celui des petits groupes insignifiants de l'après-guerre. Le mouvement ouvrier tel qu'il a été éduqué par les directions du P.C.F. et du P.S. dans les quinze dernières années (pétitions, voies parlementaires, pacifisme, etc) devra subir de grandes crises pour se réarmer théoriquement et politiquement afin d'être en état de faire face à cette situation nouvelle. Il lui faudra renoncer à la perspective d'une démocratie « renouée » ou « véritable » (Thorez) ou « moderne » (Martinet) et se tourner vers une perspective socialiste, qui est tout aussi valable pour les pays économiquement développés que pour les pays sous-développés. Il devra retrouver la voie des luttes extra-parlementaires, de l'affrontement avec les forces au service du capital (celles de l'Etat et celles des fascistes). Des forces politiques nouvelles devront surgir dans le mouvement ouvrier pour éliminer des directions qui ont été, de très loin, les plus misérables et les plus bureaucratiques que ce mouvement ait connues. Les forces des marxistes révolutionnaires sont actuellement réduites. Mais les conditions nouvelles leur donneront un point d'appui qui leur manquait depuis de nombreuses années. L'heure ne sera pas aux « possibilités démocratiques » chères à Thorez, mais aux nécessités révolutionnaires.

VA PARAITRE :

LUTTE DE CLASSE

Supplément trimestriel pour la Belgique de la Revue QUATRIEME INTERNATIONALE

AU SOMMAIRE DU NUMERO 1 :

- Le gouvernement Lefebvre-Spaak contre la classe ouvrière.
- Marxisme et Fédéralisme.
- Le Socialisme belge et l'Etat.

P R I X :

En Belgique 5 FB
En France 0,50 NF

PLUS QUE JAMAIS D'ACTUALITE !

Après de Gaulle

une brochure du Parti Communiste Internationaliste

Commande au journal : 1 NF

Les pseudo possibilités démocratiques et les nécessités révolutionnaires

Cette contradiction entre les résultats du plébiscite et ceux des élections est un élément qui nourrit la crise du système gaulliste. Nous verrons dans quel-